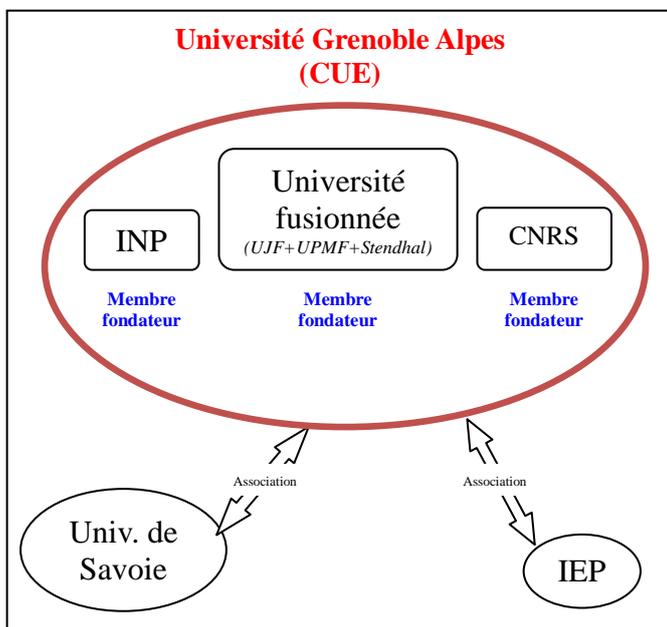


« Là où les réformes passent, les personnels trépassent »
La FERCsup CGT dit NON à la fusion des 3 universités grenobloises dans le cadre de la Communauté d'Universités et d'Établissements

Les chefs d'établissements grenoblois ont dévoilé le 19 octobre dernier le projet de construction d'une université de nature fédérale : l'Université Grenoble Alpes (UGA).

La loi Fioraso relative à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche, adoptée le 22 juillet 2013, s'inscrit dans la continuité des politiques menées précédemment et renforce la loi LRU. Elle impose le regroupement des établissements d'un même territoire, soit par fusion, soit au sein d'une Communauté d'Universités et d'Établissements (CUE), soit par simple association.

Le schéma proposé à Grenoble est le suivant :



Les 3 universités fusionneraient en une seule, qui serait membre fondateur de la CUE, au même titre que l'INP et le CNRS. L'Université de Savoie et l'IEP envisageraient une simple association à la CUE. La recherche serait structurée par grands pôles au niveau de la CUE, qui répartiraient les moyens entre les laboratoires et définiraient la stratégie scientifique.

Nous aurions ainsi une université fusionnée de grande taille avec près de 40 000 étudiants et 5 000 personnels enseignants et BIATS!

L'un des principaux arguments avancés par les 3 président-e-s d'université en faveur de la fusion est que cette fusion serait une condition indispensable pour obtenir l'IDEX3¹, dont le ministère lancera l'appel d'offre

au printemps 2014. Alors qu'aucun bilan des programmes Idex1 et 2 particulièrement critiqués par la communauté scientifique n'a été fait à ce jour, la relance de ce programme ultra-élitiste du précédent gouvernement est inacceptable.

Nos constats :

La loi Fioraso accélère la mise en place des communautés d'établissement dans tous les territoires, et veut voir émerger une trentaine de grands pôles. Cependant, dans de nombreux sites universitaires le regroupement en communauté ne se conjugue pas forcément à la fusion (ex. Lyon, ...).

D'ailleurs, sur le site grenoblois, Grenoble-INP a fait le choix de conserver son statut et donc sa personnalité morale.

Les 3 président-e-s ne nous ont présenté à ce jour aucun projet politique commun, aucune proposition de structuration des composantes et des services actuels, hormis l'objectif d'obtenir le label IDEX3 et d'améliorer la visibilité internationale.

Le projet de fusion des 3 universités est déjà annoncé sans que les CA aient pour l'instant donné leur aval. On s'achemine ainsi, envers et contre tout, vers une « méga-université », regroupant environ 40 000 étudiants.

Fusion sous le signe de la sous dotation :

Le projet de fusion s'inscrit dans une politique d'austérité budgétaire, où la plupart des universités sont déjà asphyxiées financièrement. Il est mis en place dans le cadre d'un budget en régression : en 2014, le budget de la Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur est en légère hausse de 0,5% par rapport à 2013, mais en tenant compte de l'inflation prévue pour cette année (soit 0,9%), c'est en réalité une baisse du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche qui est prévue.

Les 1 000 postes créés dans le cadre du budget 2014, sont souvent gelés pour faire face aux dépenses de masse salariale dans les universités !

Dans nombre d'établissements, et Grenoble n'est pas en reste, les budgets sont équilibrés en diminuant drastiquement les dépenses de fonctionnement, en gelant ou supprimant des postes, en supprimant des filières, des cours...

IDEX : Initiative D'Excellence, appel à projet ministériel dans le cadre du grand emprunt. Ciblé et sélectif, il concentre des capitaux dans une dizaine de grands sites universitaires en France, et seulement sur quelques thématiques prioritaires dites « d'excellence », au sein de ces campus. Deux premières vagues de cet appel d'offres ont récompensé 8 sites. La philosophie élitiste de cette politique a largement été dénoncée par la communauté scientifique. Le projet grenoblois, qui ne concernait qu'1/3 des étudiants et 1/3 des disciplines scientifiques du site, n'avait pas été retenu.

Lire la pétition intersyndicale du 2 avril 2012 sur l'IDEX : <http://www.ferc-sup.cgt.fr/site/spip.php?article1993>

Une fusion... pour quoi faire ?

Quel projet pédagogique ? Allons-nous vers une séparation de la formation et de la recherche ?

En quoi cette fusion améliore-t-elle le service public en direction des étudiants ? Ne risque-t-on pas de perdre la proximité ? En quoi améliore-t-elle le fonctionnement des instances consultatives et décisionnelles (CA, Conseil-Académique, CT et CHSCT...) ?

- **Quelles conséquences sur l'emploi public**, alors qu'il y a de moins en moins de création de postes titulaires ?
- **Quel avenir pour les missions du service public d'enseignement supérieur et de la recherche**, alors que l'élitisme et la sélection pour les étudiants sont à l'ordre du jour (IDEX) ?
- **Quelles conditions de travail pour les personnels concernés ?** Aujourd'hui, dans les trois universités nous constatons des dysfonctionnements récurrents de la GRH. Qu'en sera-t-il dans cette structure gigantesque (5 000 agents) ?
- **Quel contrôle démocratique par les personnels et les étudiants sur cette « méga structure » ?**
Aujourd'hui, au sein de chacun des 3 établissements il y a un CA, un Conseil Académique (CS+CEVU), un Comité Technique et un CHSCT. Au sein d'une université fusionnée, ces instances n'existeraient qu'au niveau central... Un CHSCT unique permettrait-il de traiter correctement tous les problèmes de sécurité, de santé au travail, les accidents, les droits d'alerte... ? Un CA ou un conseil académique unique pourront-ils vraiment avoir des débats de fond sur tous les sujets, qu'ils concernent les SHS, les sciences et technologies, les langues ?
Les président-e-s nous proposent la mise en place d'instances intermédiaires consultatives. Celles-ci éloigneront les personnels de terrain des instances réellement décisionnaires !
Ainsi, le risque est grand d'une dérive vers un pouvoir très technocratique.

Conséquences pour les personnels des 3 établissements

Le regroupement des services support (RH, logistique, finance, patrimoine...) qu'impliquerait une fusion serait une restructuration d'une ampleur considérable. Les exemples strasbourgeois, marseillais, lorrains... ont montré qu'il n'y a pas d'économies d'échelles à attendre des fusions, mais que les risques psychosociaux sont en revanche particulièrement importants. La refondation récente des composantes à l'UJF et à Stendhal a donné un aperçu des difficultés à attendre puisque le périmètre d'action de chaque personnel augmente, les missions se complexifient... Et les personnels souffrent !

Conditions de travail :

Nos président-e-s assurent que « l'harmonisation des règles de gestion » des personnels (contractuels, titulaires, BIAT et enseignants) se fera « par le haut ». Pourtant, les budgets des 3 universités sont « dans le rouge ». Harmoniser les actes de gestion dans la pénurie budgétaire organisée par la LRU et la loi Fioraso n'est qu'une illusion qu'on essaye de « vendre » aux personnels pour obtenir leur adhésion !

Quelle sera la règle d'harmonisation pour la politique indemnitaire des personnels titulaires et contractuels BIATS, très différents aujourd'hui ?

De quelle harmonisation parle-t-on ? Alors que le CA de l'UPMF vient de valider « un accord cadre de gestion des contractuels Biats », qui pour la FERCSup-CGT constitue un recul sur un certain nombre de points.

Quelle harmonisation du service des enseignants alors qu'à l'université Stendhal, par exemple, il existe 2 poids / 2 mesures entre les enseignants contractuels du CUEF (612 h/an) et leurs collègues titulaires (384h pour les PRAG/PRCE) et contractuels (384h au LANSAD) ?

Notre engagement dans ce processus

Les représentants de la FERCSup CGT des 3 établissements rappellent leur soutien à des coopérations avancées entre les établissements du site, pour un meilleur service public, une meilleure réponse aux besoins. **Mais ils se prononcent contre ce processus de fusion technocratique** et le feront entendre dans les CA. Ils seront présents pour pouvoir suivre l'évolution du projet et informer les personnels. Ils seront particulièrement vigilants à analyser les enjeux et défendre les intérêts des personnels et des usagers.

Face aux probables réalités des restructurations, mobilité des personnels, remise en cause de leurs acquis au nom de « l'indispensable convergence des statuts et des situations », recomposition des services, hiérarchisation administrative au sommet de laquelle trônera l'aspirant roi, ... les représentants de la FERCSup CGT feront entendre la voix des personnels.